

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021**

**MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL**  
**FEDERATION REGIONALE IDF**

**4, Square Saint Irénée**

**75011 PARIS**

Aux membres de l'association du MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL

## **Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association du MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport sur la base des éléments disponibles à cette date.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2021 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### ***Observation***

A la date d'arrêté des comptes, la Direction de l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son activité.

Les conséquences de l'épidémie Covid19 sur l'exercice ont été pour l'essentiel :

- Un ralentissement de l'activité,
- Des retards dans les plans de développement,
- Des reports d'échéance.

## **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de la COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.



C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérification du compte rendu financier et des autres documents adressés aux membres de l'Association.**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le compte rendu financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris,  
Le 13 Juin 2022

La Commissaire aux Comptes  
Claude-Marie LEROY



Bilan Actif

Actif		Au 31/12/2021			Au 31/12/2020
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL				
Actif immobilisé	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Inst. techniques, mat.out. industriels	6 355	4 796	1 559	1 841
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	6 355	4 796	1 559	1 841
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Actif immobilisé	Immobilisations financières <sup>(2)</sup>				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
	TOTAL				
Total I		6 355	4 796	1 559	1 841
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances <sup>(3)</sup>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 905		4 905	2 775
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	129 227		129 227	122 220
	TOTAL	134 132		134 132	124 995
Actif circulant	Divers <sup>(4)</sup>				
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	178 274		178 274	100 391
	Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	74		74	66
Total II		312 482		312 482	225 453
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		318 837	4 796	314 041	227 294
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

*Cheney*

**Bilan Passif**

<b>Passif</b>		Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	54 364	54 364
	Report à nouveau	36 594	28 115
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	3 499	8 478
	Situation nette (sous-total)	94 458	90 958
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		94 458	90 958
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	80 114	26 000
Total II		80 114	26 000
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	49 501	77 972
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	16 086	8 483
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	23 880	23 880
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	50 000	
Total IV		139 469	110 336
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		314 041	227 294
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

*Cheney*

## Compte de résultat

		Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois	Du 01/01/2020 Au 31/12/2020 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	3 347	3 879
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	18 647	5 906
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	297 889	240 064
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés	26 000	
	Autres produits	336	21
	<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I</b>	<b>346 220</b>	<b>249 871</b>
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	176 531	154 358
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 224	512
	Salaires et traitements	60 407	42 283
	Charges sociales	23 600	18 098
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	981	769
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	80 114	26 000
	Autres charges	12	357
	<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II</b>	<b>342 871</b>	<b>242 379</b>
<b>I. Résultat d'exploitation (I-II)</b>		<b>3 348</b>	<b>7 491</b>

*Cheney*

## Compte de résultat

		Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois	Du 01/01/2020 Au 31/12/2020 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	151	385
	<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III</b>	<b>151</b>	<b>385</b>
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		5
	<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV</b>		<b>5</b>
2. Résultat financier (III-IV)		<b>151</b>	<b>379</b>
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		<b>3 499</b>	<b>7 870</b>
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		5 450
	<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V</b>		<b>5 450</b>
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		4 841
	<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI</b>		<b>4 841</b>
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			<b>608</b>
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		<b>346 371</b>	<b>255 706</b>
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		<b>342 871</b>	<b>247 227</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>		<b>3 499</b>	<b>8 478</b>
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

*Cheney*



# 1 **Projet social de l'association**

Le Mouvement Français pour le Planning Familial IDF est une association Créée en 1956 sous le nom de « La maternité heureuse » dans l'objectif de diffuser l'information sur le contrôle des naissances, l'association devient en 1960 le « Mouvement Français pour Le Planning Familial » (MFPF) dit « Le Planning Familial » et adhère à l'International Planned Parenthood Federation (IPPF). Au départ parisienne, l'association s'est ensuite développée sur l'ensemble du territoire national, en métropole et à l'outre-mer. Aujourd'hui la confédération du Planning familial, tête de réseau du mouvement, rassemble 72 associations départementales et 9 fédérations régionales aux réalités variées mais aux valeurs communes, parmi lesquelles l'égalité et la laïcité. Le Planning Familial est un mouvement militant qui prend en compte toutes les sexualités, défend le droit à la contraception, à l'avortement et à l'éducation à la sexualité. Il dénonce et combat toutes les formes de violences, lutte contre le sida et les IST, contre toutes les formes de discrimination et contre les inégalités sociales. La maîtrise de la fécondité, rendue possible tant par l'accès à l'information que par l'accès aux moyens (contraception, IVG) est une condition indispensable à l'autonomie des personnes. L'association estime qu'aujourd'hui, les droits qui permettent la maîtrise de la fécondité sont encore et toujours à défendre.

Pour réussir dans ses différents objectifs, l'association intervient sur plusieurs activités :

Les modalités d'intervention du Planning sont multiples (entretiens de counseling, consultations médicales, groupes de parole, animations en milieu scolaire, actions auprès de publics spécifiques, investissement de l'espace public...). Elles s'appuient sur l'action menée quotidiennement par son réseau d'associations départementales et régionales, qu'il convient de structurer et de consolider d'années en années (formation, échanges de pratiques, diffusion de documents ressources, mutualisation d'outils, appui technique et financier...). C'est le rôle de la confédération en tant que tête de réseau, d'être au plus proche de ses militant.e.s, chaque jour, dans les territoires. Mouvement d'émancipation, le Planning familial se mobilise pour une société réellement égalitaire.



## 2 Principes et méthodes comptables

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

Et, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.



### 3 Evènements principaux

Nous ne relevons pas d'éléments ayant un impact significatif sur les comptes annuels clos le 31 décembre 2021.

Toutefois, il semble important de préciser que les conséquences de l'épidémie Covid-19 sur l'exercice 2021, n'ont pas d'incidences telles à compromettre la continuité d'exploitation.

Enfin, les conséquences directes de cette épidémie, constatées sur l'exercice ont été, pour l'essentiel :

- Un ralentissement de l'activité ;
- Des retards dans les plans de développement ;
- Des reports d'échéances ;



## 4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

### 4.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

*Cheney*



#### 4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat. bur., informatique, mobilier	5 656	700	-	-	6 356
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	5 656	700	-	-	6 356
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	-	-	-	-	-
Total général		5 656	700	-	-	6 356

*Chery*



### 4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	3 815	981	-	4 796
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		3 815	981	-	4 796
Total général		3 815	981	-	4 796

### 4.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	-	-	-	-	-	-
Corporelles	3 815	981	-	-	-	4 796
TOTAL	3 815	981	-	-	4 796	4 796

*Cheney*



## 4.2 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds propres avec ou sans droit de reprise.

*Cheruy*



#### 4.2.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds propres, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	54 364	-	-	-		-		54 364
Report à nouveau	28 116	8 479	-	-		-		36 594
Excédent ou déficit de l'exercice	8 479	-4 979	-	-	-	-	-	3 500
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-			-		-		-
Provisions réglementées	-			-		-		-
<b>TOTAL</b>	<b>90 959</b>	<b>3 500</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>94 458</b>

*Cheney*



## 4.3 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

### 4.3.1 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs

VALORISATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	26 000		26 000			80 114	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>	26 000		26 000			80 114	

### 4.3.2 Précisions sur d'autres dettes - Produits constatés d'avance

Une subvention de fonctionnement accordée pour plusieurs exercices est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance »

### 4.3.3 Subventions à reverser

Le poste « subvention à reverser » constate l'obligation de reversement de subventions lorsqu'il est établi de manière définitive que l'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire contenue dans la convention d'attribution de subvention ne pourra (ont) être atteint (s).



#### 4.4 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	4 905		
	Autres	129 227		
Charges constatées d'avance		75		
TOTAL		134 133		

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		49 502			
Dettes fiscales et sociales		16 087			
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		23 881			
Produits constatés d'avance		50 000			
TOTAL		-			



#### 4.4.1 Compte de résultat par origine et destination

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
<b>1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
1.1 Cotisations sans contrepartie	-	-	-	-
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	-	-	-	-
- Legs, donations et assurances-vie	-	-	-	-
- Mécénat	-	-	-	-
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	22 330	1 005	9 807	-
<b>2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>				
2.1 Cotisations avec contrepartie	-		-	
2.2 Parrainage des entreprises	-		-	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	-		-	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	151		5 835	
<b>3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	297 890		240 064	
<b>4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	-	-	-	-
<b>5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	26 000	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>346 371</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
<b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	-	-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	-	-	-	-
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	-	-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	-	-	-	-
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	-	-	-	-
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-	-	-
<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	262 757	-	221 227	221 227
<b>4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	-	-	-	-
<b>5 - IMPOT SUR LES BENEFICES</b>	-	-	-	-
<b>6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>	80 114	-	26 000	-
<b>TOTAL</b>	<b>342 871</b>	<b>-</b>	<b>247 227</b>	<b>-</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>3 500</b>	<b>-</b>	<b>8 479</b>	<b>-</b>



## 4.4.2 Compte d'emploi annuel des ressources

### 4.4.2.1 Compte d'emploi

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>EMPLOIS DE L'EXERCICE</b>		
<b>1 – MISSIONS SOCIALES</b>		
1.1 Réalisées en France		
- Actions réalisées par l'organisme	-	-
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	-	-
1.2 Réalisées à l'étranger		
- Actions réalisées par l'organisme	-	-
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	-	-
<b>2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>		
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	-	-
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-
<b>3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	0	0
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	-	-
<b>4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	-	-
<b>5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>	-	-
<b>EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE</b>	-	-
<b>TOTAL</b>	-	-

*Cheruy*



#### 4.4.2.2 Compte de ressources

RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
<b>RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>		
<b>1 – RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>		
1.1 Cotisations sans contrepartie	-	-
1.2 Dons, legs et mécénats		
- Dons manuels	-	-
- Legs, donations et assurances-vie	-	-
- Mécénats	-	-
1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	1 005	-
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>1 005</b>	<b>-</b>
<b>2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	-	-
<b>3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	-	-
<b>DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE</b>	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)</b>		
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)</b>	<b>1 005</b>	

#### 4.5 Informations relatives à l'effectif

L'effectif salarié à la clôture de l'exercice, y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	7	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés		
Autres		
<b>TOTAL</b>	<b>7</b>	

*Cheney*